

Dossier de diagnostics techniques

État de l'installation intérieure d'électricité avant vente



Référence ETAELVEN-D3366492-2002-V1 8 juillet 2020

Bien	Maison individuelle
Adresse	43, Avenue Stephen Liegard 06100 NICE
Numéro de lot	NC
Référence Cadastre	NC
Propriétaire	DEPARTEMENT DES ALPES MARITIMES — CONSTRUCTION IMMOBILIER PATRIMOINE 147 Boulevard du Mercantour BP 3007 BP 3007 06200 NICE
Demandeur	DEPARTEMENT DES ALPES MARITIMES — CONSTRUCTION IMMOBILIER PATRIMOINE 147 Boulevard du Mercantour BP 3007 BP 3007 06200 NICE

Présence d'anomalies sur l'installation électrique

Visité le 17 février 2020 par PASCAL MAHIER

Ce rapport original ne peut être reproduit sans notre autorisation et ne peut être utilisé de façon partielle.



Sommaire

Sommaire	2
État de l'installation intérieure d'électricité avant vente	3
A. Informations générales	3
B. Conclusion(s)	5
C. Rappel des limites du champ de réalisation de l'état de l'installation intérieure d'électricité	5
D. Conclusion relative à l'évolution des risques pouvant porter atteinte à la sécurité des personnes	6
E. Constatations diverses	9
F. Conclusion relative à l'évaluation des risques relevant du devoir de conseil professionnel	9
G. Explications détaillées relatives aux risques encourus	9
H. Informations complémentaires	10
I. Identification des parties du bien (pièces et emplacements n'ayant pu être visitées et justification	11
J. Cachet du diagnostiqueur	11
Annexe 1. Certificat de qualification	12
Annexe 2. Attestation d'assurance et sur l'honneur	13



État de l'installation intérieure d'électricité avant vente

Annule et remplace le rapport précédent (ETAELVEN-D3366492-2002)

Décret no 2008-384 du 22 avril 2008. Articles L 134-7 et R 134-10 à 13 du code de la construction et de l'habitation. Arrêté du 28 septembre 2017 abrogeant l'arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure d'électricité dans les immeubles à usage d'habitation. Norme NF C 16-600 du 7 juillet 2017.

A Informations générales

A.1 Désignation du bâtiment

Type de bien	Maison individuelle
Nom	IUFM - PAVILLON LIÉGEARD
Adresse	43, Avenue Stephen Liegard 06100 NICE
Étage	R + 1
Appartement	2ème- 3me étage
Nature du bâtiment	Appartement
Année de construction	NC
Propriété de	DEPARTEMENT DES ALPES MARITIMES — CONSTRUCTION IMMOBILIER PATRIMOINE 147 Boulevard du Mercantour BP 3007 BP 3007 06200 NICE

A.2 Désignation du donneur d'ordre

Nom	DEPARTEMENT DES ALPES MARITIMES — CONSTRUCTION IMMOBILIER PATRIMOINE
Adresse	147 Boulevard du Mercantour BP 3007 BP 3007 06200 NICE
Qualité	


A.3 Exécution de la mission

Rapport n°	ETAELVEN-D3366492-2002-V1
Repérage réalisé le	17 février 2020
Par	PASCAL MAHIER
Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par	ICERT Parc Edonia - Bât. G Rue de la Terre Victoria - 35760 SAINT GREGOIRE
Numéro de certification de validation	CPDI4381
Date d'obtention	29 avril 2020
Date d'émission du rapport	8 juillet 2020
Organisme d'assurance professionnelle	AXA CORPORATION SOLUTIONS ASSURANCE - 4 rue Jules Lefevre - 75426 Paris Cedex 09
Numéro de contrat d'assurance et date de validité	XFR0050627LI du 01/01/2020 au 31/12/2020

**A.4 Désignation et situation du lot de (co)propriété**

Type d'immeuble	Appartement
Année d'installation	Supérieure à 15 ans
Distributeur d'électricité	ErDF
Installation alimentée	<input checked="" type="checkbox"/>

**B Conclusion(s)**

 L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies. Il est recommandé au propriétaire de les supprimer en consultant dans les meilleurs délais un installateur électricien qualifié afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt).

L'installation fait l'objet de constatations diverses.

C Rappel des limites du champ de réalisation de l'état de l'installation intérieure d'électricité

L'état de l'installation intérieure d'électricité porte sur l'ensemble de l'installation intérieure à basse tension des locaux à usage d'habitation située en aval de l'appareil général de commande et de protection de cette installation. Il ne concerne pas les matériels d'utilisation amovibles, ni les circuits internes des matériels d'utilisation fixes, destinés à être reliés à l'installation électrique fixe, ni les installations de production ou de stockage par batteries d'énergie électrique du générateur jusqu'au point d'injection au réseau public de distribution d'énergie ou au point de raccordement à l'installation intérieure. Il ne concerne pas non plus les circuits de téléphonie, de télévision, de réseau informatique, de vidéophonie, de centrale d'alarme, etc..., lorsqu'ils sont alimentés en régime permanent sous une tension inférieure ou égale à 50V en courant alternatif et 120V en courant continu.

L'intervention de l'opérateur réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité ne porte que sur les constituants visibles, visitables, de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue sans démontage de l'installation électrique (hormis le démontage des capots des tableaux électriques lorsque cela est possible) ni destruction des isolants des câbles.

Des éléments dangereux de l'installation intérieure d'électricité peuvent ne pas être repérés, notamment :

- Les parties de l'installation électrique non visibles (incorporées dans le gros œuvre ou le second œuvre ou masquées par du mobilier) ou nécessitant un démontage ou une détérioration pour pouvoir y accéder (boîtes de connexion, conduits, plinthes, goulottes, huisseries, éléments chauffants incorporés dans la maçonnerie, luminaires des piscines plus particulièrement) ;
- Les parties non visibles ou non accessibles des tableaux électriques après démontage de leur capot ;
- Inadéquation entre le courant assigné (calibre) des dispositifs de protection contre les surintensités et la section des conducteurs sur toute la longueur des circuits ;



D Conclusion relative à l'évolution des risques pouvant porter atteinte à la sécurité des personnes

Domaines faisant l'objet d'anomalies

Domaine	Anomalie(s)
1 - Appareil général de commande et de protection et son accessibilité	<input checked="" type="checkbox"/>
2 - Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation / Prise de terre et installation de mise à la terre	<input checked="" type="checkbox"/>
3 - Dispositif de protection contre les surintensités adapté à la section des conducteurs, sur chaque circuit	<input type="checkbox"/>
4 - La liaison équipotentielle et installation électrique adaptées aux conditions particulières des locaux contenant une douche ou une baignoire	<input type="checkbox"/>
5 - Matériels électriques présentant des risques de contacts directs avec des éléments sous tension - Protection mécanique des conducteurs	<input checked="" type="checkbox"/>
6 - Matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage	<input type="checkbox"/>
P1, P2 : Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis la partie privative et inversement	<input type="checkbox"/>
P3 : Piscine privée ou bassin de fontaine	<input type="checkbox"/>

Anomalie(s) avérée(s) selon le domaine : 1 - Appareil général de commande et de protection et son accessibilité

Anomalie **B.1.3.b** (1)

Le dispositif assurant la coupure d'urgence n'est pas situé à l'intérieur du logement ou dans un emplacement accessible directement depuis le logement.

Précisions et localisation :

Partie commune

Anomalie(s) avérée(s) selon le domaine : 2 - Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation / Prise de terre et installation de mise à la terre

Anomalie **B.3.3.1.e** (1)

Alors qu'une étiquette mentionne l'absence de prise de terre dans l'immeuble collectif, l'ensemble de l'installation n'est pas protégé par au moins un dispositif différentiel 30 mA et/ou il n'existe pas de liaison équipotentielle supplémentaire en cuisine.

Anomalie **B.3.3.6.a1** (1)

Au moins un socle de prise de courant ne comporte pas de broche de terre

Anomalie **B.3.3.6.a2** (1)

Au moins un socle de prise de courant comporte une broche de terre non reliée à la terre.

Anomalie **B.3.3.6.a3** (1)

Au moins un circuit (n'alimentant pas des socles de prises de courant) n'est pas relié à la terre.

**Anomalie B.3.3.6.a4 (1)**

Au moins une partie conductrice d'un ascenseur ou d'un monte-charge accessible depuis les parties privatives n'est pas reliée à la terre.

Anomalie B.3.3.6.b (1)

Au moins un élément conducteur tel que canalisations métalliques de liquides, de gaz ou de conditionnement d'air est utilisé comme conducteur de protection.

Anomalie B.3.3.6.c (1)

La section du conducteur de protection, d'au moins un circuit est insuffisante.

Anomalie B.3.3.7.a (1)

Au moins un conduit métallique en montage apparent ou encastré, comportant des conducteurs, n'est pas relié à la terre.

Anomalie B.3.3.7.b (1)

Il existe des conduits métalliques en montage apparent ou encastré dans le local (les locaux) contenant une baignoire ou une douche.

Anomalie B.3.3.8.a (1)

Au moins une huisserie métallique ou une goulotte métallique comportant des conducteurs ou de l'appareillage fixé ou encastré n'est pas reliée à la terre.

Anomalie B.3.3.8.b (1)

Au moins une huisserie métallique ou une goulotte métallique du local (des locaux) contenant une baignoire ou une douche comporte des conducteurs et/ou de l'appareillage (interrupteur, socle de prise de courant) fixé ou encastré.

Anomalie B.3.3.9.a (1)

Il existe au moins une boîte de connexion métallique en montage apparent ou encastré dans le local (les locaux) contenant une baignoire ou une douche.

Anomalie B.3.3.9.b (1)

Au moins une boîte de connexion métallique en montage apparent ou encastré n'est pas reliée à la terre.

Anomalie B.3.3.10.a (1)

Au moins un socle de prise de courant placé à l'extérieur n'est pas protégé par un dispositif différentiel à haute sensibilité ≤ 30 mA.

Anomalie(s) avérée(s) selon le domaine : 5 - Matériels électriques présentant des risques de contacts directs avec des éléments sous tension - Protection mécanique des conducteurs

**Anomalie B.7.3.a (1)**

L'enveloppe d'au moins un matériel est manquante ou détériorée.

Précisions et localisation :

Prise déboîtée: Cuisine Manque cache prise :Salle a manger Prise cassée :Salle d'eau (3ème étage)

Anomalie B.7.3.d (1)

L'installation électrique comporte au moins une connexion avec une partie active nue sous tension accessible.

Précisions et localisation :

Domino: Pallier-Dégagement- SDB/WC-Chambre 1-2 et 3 Salle a manger-Séjour



(*) **AVERTISSEMENT** : la localisation des anomalies n'est pas exhaustive. Il est admis que l'opérateur de diagnostic ne procède à la localisation que d'une anomalie par point de contrôle. Toutefois, cet avertissement ne concerne pas le test de déclenchement des dispositifs différentiels.

- (1) Référence des anomalies selon la norme ou les spécifications techniques utilisées.
- (2) Référence des mesures compensatoires selon la norme ou les spécifications techniques utilisées.
- (3) Une mesure compensatoire est une mesure qui permet de limiter un risque de choc électrique lorsque les règles fondamentales de sécurité ne peuvent s'appliquer pleinement pour des raisons soit économiques, soit techniques, soit administratives. Le numéro d'article et le libellé de la mesure compensatoire sont indiqués en regard de l'anomalie concernée."



E Constatations diverses

Points de contrôle n'ayant pu être vérifiés

Aucun

Pour les points de contrôle du diagnostic n'ayant pu être vérifiés, il est recommandé de faire contrôler ces points par un installateur électricien qualifié ou par un organisme d'inspection accrédité dans le domaine de l'électricité, ou, si l'installation électrique n'était pas alimentée, par un opérateur de diagnostic lorsque l'installation sera alimentée.

E1. Installations ou parties d'installation non couvertes

Les installations, parties de l'installation ou spécificités ci-après ne sont pas couvertes par le présent diagnostic :

N° article (1)	Libellé
E.1.d	<p>Le logement étant situé dans un immeuble collectif d'habitation :</p> <ul style="list-style-type: none"> Installation de mise à la terre située dans les parties communes de l'immeuble collectif d'habitation (prise de terre, conducteur de terre, borne ou barrette principale de terre, liaison équipotentielle principale, conducteur principal de protection et la ou les dérivation(s) éventuelle(s) de terre situées en parties communes de l'immeuble, lesquelles ne sont pas visées par le présent diagnostic.
(1) Référence des constatations diverses selon la norme ou les spécifications techniques utilisées	

E3. Constatations concernant l'installation électrique et/ou son environnement

N° article (1)	Libellé
B.3.3.1.d	La valeur de la résistance de la prise de terre n'est pas adaptée au courant différentiel résiduel (sensibilité) du ou des dispositifs différentiels protégeant l'ensemble de l'installation électrique.
B.3.3.5.a2	Il n'existe pas de dérivation individuelle de terre au répartiteur de terre du tableau de répartition en partie privative ; il est recommandé de se rapprocher du syndic de copropriété.
B.3.3.5.b2	La section de la dérivation individuelle de terre visible en partie privative est insuffisante ; il est recommandé de se rapprocher du syndic de copropriété.
(1) Référence des constatations diverses selon la norme ou les spécifications techniques utilisées	

F Conclusion relative à l'évaluation des risques relevant du devoir de conseil professionnel

L'installation intérieure d'électricité comportant une ou des anomalies, il est recommandé au propriétaire de les supprimer en consultant dans les meilleurs délais un installateur électricien qualifié, afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt).

G Explications détaillées relatives aux risques encourus

Appareil général de commande et de protection

Cet appareil, accessible à l'intérieur du logement, permet d'interrompre, en cas d'urgence, en un lieu unique, connu et accessible, la totalité de la fourniture de l'alimentation électrique. Son absence, son inaccessibilité ou un appareil inadapté ne permet pas d'assurer cette fonction de coupure en cas de danger (risque d'électrification, voire d'électrocution), d'incendie ou d'intervention sur l'installation électrique.

Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation

Ce dispositif permet de protéger les personnes contre les risques de choc électrique lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique. Son absence ou son mauvais fonctionnement peut être la cause d'une électrification, voire d'une électrocution.

Prise de terre et installation de mise à la terre



Ces éléments permettent, lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique, de dévier à la terre le courant de défaut dangereux qui en résulte. L'absence de ces éléments ou leur inexistence partielle peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

Dispositif de protection contre les surintensités

Les disjoncteurs divisionnaires ou coupe-circuits à cartouche fusible, à l'origine de chaque circuit, permettent de Protéger les conducteurs et câbles électriques contre les échauffements anormaux dus aux surcharges ou courts circuits. L'absence de ces dispositifs de protection ou leur calibre trop élevé peut être à l'origine d'incendies.

Liaison équipotentielle dans les locaux contenant une baignoire ou une douche

Elle permet d'éviter, lors d'un défaut, que le corps humain ne soit traversé par un courant électrique dangereux. Son absence privilégie, en cas de défaut, l'écoulement du courant électrique par le corps humain, ce qui peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

Conditions particulières : les locaux contenant une baignoire ou une douche

Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique à l'intérieur de tels locaux permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé. Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

Matériels électriques présentant des risques de contact direct

Les matériels électriques dont des parties nues sous tension sont accessibles (matériels électriques anciens, fils électriques dénudés, bornes de connexion non placées dans une boîte équipée d'un couvercle, matériels électriques cassés...) présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.

Matériels électriques vétustes ou inadaptés à l'usage

Ces matériels électriques, lorsqu'ils sont trop anciens, n'assurent pas une protection satisfaisante contre l'accès aux parties nues sous tension ou ne possèdent plus un niveau d'isolement suffisant. Lorsqu'ils ne sont pas adaptés à l'usage normal du matériel, ils deviennent très dangereux lors de leur utilisation. Dans les deux cas, ces matériels présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.

Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis les parties privatives

Lorsque l'installation électrique issue de la partie privative n'est pas mise en œuvre correctement, le contact d'une personne avec la masse d'un matériel électrique en défaut ou une partie active sous tension peut être la cause d'électrisation, voire d'électrocution.

Piscine privée ou bassin de fontaine

Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique et des équipements associés à la piscine ou au bassin de fontaine permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé. Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

H Informations complémentaires

Présence de dispositifs différentiels à haute sensibilité

Aucun dispositif différentiel à haute sensibilité ≤ 30 mA

L'objectif est d'assurer rapidement la coupure du courant de l'installation électrique ou du circuit concerné, dès l'apparition d'un courant de défaut même de faible valeur. C'est le cas notamment lors de la défaillance occasionnelle (telle que l'usure normale ou anormale des matériels, l'imprudence ou le défaut d'entretien, la rupture du conducteur de mise à la terre d'un matériel électrique....) des mesures classiques de protection contre les risques d'électrisation, voire d'électrocution.



Socles de prise de courant de type à obturateurs

L'ensemble des socles de prise de courant sont du type à obturateur

L'objectif est d'éviter l'introduction, en particulier par un enfant, d'un objet dans une alvéole d'un socle de prise de courant sous tension pouvant entraîner des brûlures graves et/ ou l'électrisation, voire l'électrocution.

Socles de prise de courant de type à puits (15mm minimum)

L'ensemble des socles de prise de courant sont avec un puits de 15 mm

La présence de puits au niveau d'un socle de prise de courant évite le risque d'électrisation, voire d'électrocution, au moment de l'introduction des fiches mâles non isolées d'un cordon d'alimentation.

I Identification des parties du bien (pièces et emplacements n'ayant pu être visitées et justification

Aucun

J Cachet du diagnostiqueur

Signature et Cachet de l'entreprise

DEKRA Industrial SAS
SAS au capital 12 500 000 € - RCS LIMOGES 433 250 834
Assurance Diagnostic Immobilier - DITE D'ASSUR
Mme Valérie VAGNIER-DUPONT
41 chemin Vicinal de l'Église - CS 20094
13067 MARSEILLE Cedex 11
Tél. 04 91 87 63 17 - Fax 04 91 87 63 18

Date d'établissement du rapport :

Fait à MARSEILLE le 08/07/2020
Nom du diagnostiqueur : PASCAL MAHIER

J.1 Information

Visite effectuée le	17 février 2020
Date d'édition du rapport	8 juillet 2020
Date limite de validité	16 février 2023



ANNEXE 1 Certificat de qualification



Certificat de compétences Diagnosticqueur Immobilier

N° CPDI 4381 Version 007

Je soussigné, Philippe TROYAUX, Directeur Général d'I.Cert, atteste que :

Monsieur MAHIER Pascal

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert dénommé CPE DI DR 01, dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

Amiante avec mention	Amiante Avec Mention** Date d'effet : 15/06/2017 - Date d'expiration : 14/06/2022
Amiante sans mention	Amiante Sans Mention* Date d'effet : 15/06/2017 - Date d'expiration : 14/06/2022
DPE individuel	Diagnostic de performance énergétique sans mention : DPE individuel Date d'effet : 20/05/2015 - Date d'expiration : 23/09/2020
Electricité	Etat de l'installation intérieure électrique Date d'effet : 29/04/2020 - Date d'expiration : 28/04/2027
Energie avec mention	Energie avec mention Date d'effet : 25/06/2020 - Date d'expiration : 24/06/2027
Energie sans mention	Energie sans mention Date d'effet : 25/06/2020 - Date d'expiration : 24/06/2027
Plomb	Plomb : Constat du risque d'exposition au plomb Date d'effet : 04/02/2020 - Date d'expiration : 03/02/2027
Termites	Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment - France métropolitaine Date d'effet : 05/05/2020 - Date d'expiration : 04/05/2027

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.
Edité à Saint-Grégoire, le 25/06/2020.

Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification ou Arrêté du 8 novembre 2019 relatif aux compétences des personnes physiques opérateurs de repérage, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux, dans les immeubles bâtis ou Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification. Ou Arrêté du 2 juillet 2018 modifié définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.



Certification de personnes
Diagnosticqueur
Portée disponible sur www.icert.fr

Parc d'Affaires, Espace Performance – Bât K – 35760 Saint-Grégoire



CPE DI FR 11 rev14



ANNEXE 2 Attestation d'assurance et sur l'honneur



XL Insurance

ATTESTATION D'ASSURANCE 2020

AXA CORPORATE SOLUTIONS ASSURANCE, Société Anonyme de droit Français, régie par le Code des Assurances, au capital de EUR 190.069.080, dont le siège social est situé 61 Rue Mstislav Rostropovitch, 75832 Paris Cedex 17, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro 399 227 354, atteste que la société :

Nom : **DEKRA Industrial SAS**

Adresse : **P.A Limoges Sud Orange, 19 Rue Stuart Mill – CS 70308– 87008 LIMOGES Cedex**

bénéficie des garanties d'un contrat d'assurance **RESPONSABILITÉ CIVILE ENTREPRISE** n° **XFR0050627LI**, souscrit auprès de notre Société et couvrant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers dans le cadre des activités couvertes au titre de ce contrat.

1. Les sociétés assurées par ce contrat sont les suivantes : **Dekra Industrial SAS, Dekra Industrial Holding SAS.**

2. Les activités garanties par ce contrat sont les suivantes :

- Bureau de contrôle, contrôleur technique, dans tous les domaines de la construction, de la prévention, de la sécurité, de la fiabilité, de la coordination, de l'assistance, de la maintenance, comportant toutes opérations, missions et prestations de conseils, audits, études, expertises, analyses, diagnostics, enquêtes, constats, contrôles, vérifications, formation, information, y compris les diagnostics et contrôles de présence de plomb, radon et insectes, et ce sur tous biens meubles et immeubles, y compris les ouvrages de génie civil, les équipements, les installations, les remontées mécaniques, les systèmes de sécurité incendie, les navires notamment pour la délivrance de certificats sanitaires, et y compris leurs implications sur l'environnement.
- Conseils et accompagnement amiante et plomb, Stratégie de Prélèvements, Prélèvements et Analyses de tout type de matériaux, air, sols, boues, Rapports d'analyses Surveillance de l'air sur le lieu du travail, Logiciels de suivi des analyses et des données de chantier.
- Formation, information, animation, assistance à destination du personnel des entreprises dans les domaines suivants : système sécurité incendie, hygiène et sécurité dans le travail, plans de prévention, audit de conformité du patrimoine bâti, coordination sécurité-santé, mines et carrières.
- Coordinateur « sécurité protection de la santé », coordination SSI, examinateur « qualitel », chargé de sécurité pyrotechnique, mesures de perméabilité à l'air de l'enveloppe des bâtiments et des réseaux aérauliques.
- Assistance, conseils, audits, études, dans les domaines suivants : sûreté de fonctionnement d'équipements et installations, ingénierie qualité, optimisation de la performance en production et maintenance.
- Etudes, formations, informations et assistances techniques, administratives et financières aux maîtres d'ouvrages dans les domaines liés à l'environnement (eau, air, sol, déchets).
- Missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de maîtrise d'ouvrage déléguée, et missions Amose selon les articles 5 et 6 de l'Ordonnance 2018-937 du 30 octobre 2018.
- Développement et vente, avec installation, formation et maintenance, de logiciels et progiciels pour la gestion technique et administrative des parcs immobiliers et mobiliers des secteurs publics et privés.
- Soutien au développement de l'activité de contrôle des appareils de radiographie des cabinets dentaires.
- **A l'exclusion de toute opération, mission et prestation de maîtrise d'œuvre**, sauf celles très occasionnelles, et sauf celles de maîtrise d'œuvre et de bureau d'études techniques pour la réalisation d'ouvrages et d'installations d'assainissement desservant des bâtiments dans le domaine de l'industrie et des collectivités locales et celles de maîtrise d'œuvre en installations thermiques et climatiques.
- **A l'exclusion de tous dommages et activités liés à la présence d'amiante**

AXA, les logos AXA et XL sont des marques déposées d'AXA SA ou de ses filiales. AXA XL est une division du Groupe AXA qui fournit des produits et services à travers quatre groupes d'activités : AXA XL Insurance, AXA XL Reinsurance, AXA XL Art & Lifestyle et AXA XL Risk Consulting. © [2018] AXA SA ou ses filiales. AXA Corporate Solutions Assurance est une compagnie d'assurance. AXA Corporate Solutions Assurance - 61 Rue Mstislav Rostropovitch, 75832 Paris Cedex 17, France - Tel: +33 1 56 92 80 00, axaxl.com - Société Anonyme au capital de 190 069 080 € - Régie par le Code des Assurances. 399 227 354 RCS Paris



3. Les sommes assurées et franchises de ce contrat sont les suivantes :

• **RESPONSABILITÉ CIVILE NON IMPUTABLE AUX « FOURNITURES » (RESPONSABILITÉ CIVILE GÉNÉRALE)**

Pour l'ensemble des dommages corporels, matériels et immatériels : 15.000.000 euros par sinistre dont :

- pollution, atteintes à l'environnement : 1.525.000 euros par sinistre et année d'assurance, ce montant comprenant également les dommages matériels et immatériels
- pour l'ensemble des dommages matériels et immatériels consécutifs ou non consécutifs : 15.000.000 euros par sinistre dont 1.525.000 euros par sinistre pour les dommages immatériels non consécutifs

• **RESPONSABILITÉ CIVILE IMPUTABLE AUX « FOURNITURES » (RESPONSABILITÉ CIVILE PROFESSIONNELLE)**

Pour l'ensemble des dommages corporels, matériels, immatériels et frais : 15.000.000 euros par sinistre et année d'assurance dont :

- 6.000.000 euros par sinistre et année d'assurance pour l'ensemble des risques suivants : Dommages immatériels non consécutifs et responsabilité décennale ouvrages de génie civil.
- Frais préventifs de nouvelles études : 76.225 euros par sinistre et année d'assurance.

• **FRANCHISE A DEDUIRE DU REGLEMENT DE TOUT SINISTRE** (sauf dommages corporels)

- Responsabilité Civile Générale : 1 524 euros
- Responsabilité Civile Professionnelle : 100.000 euros.

Territorialité : Monde entier sauf Usa-Canada

4. Validité de cette attestation :

Cette attestation est délivrée à titre d'information et de preuve de l'existence du contrat d'assurance. Elle ne peut en aucune manière engager l'assureur au-delà des conditions, limitations et exclusions du contrat. Cette attestation est valable du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020.

Fait à Paris, le 13 décembre 2019

AXA CORPORATE SOLUTIONS ASSURANCE
Société Anonyme de droit français régie par le Code des Assurances
au Capital de 190 000 000 € - 398 227 204 904 744
Siège Social : 61 rue Mikhaïl Rjétopovitch
75032 Paris Cedex 02, France
Tél : +33 1 56 92 80 00
Site Internet : www.axa.com

**ATTESTATION SUR L'HONNEUR**

Je soussignée Mme Sophie Dominjon, agissant en qualité de Présidente de la société DEKRA Industrial SAS, Société par Actions Simplifiée immatriculée sous le numéro SIREN 433 250 834 RCS Limoges, au capital social de 10 060 000 € dont le siège social est à LIMOGES (87000) - 19 rue Stuart Mill – PA Limoges Sud Orange

déclare sur l'honneur que la société DEKRA Industrial susvisée pour l'établissement des rapports et constats définis aux 1° à 4°, 6° et 7° de l'article L 271-4 ainsi qu'à l'article L 134-1 du code de la construction et de l'habitation, est en situation régulière au regard de l'article L 271-6 du même code et :

- Dispose des moyens en matériel et en personne appropriés,
- Emploie des salariés dont les compétences ont été certifiées par un organisme accrédité dans le domaine de la construction, conformément à l'article R271-1 du code de la construction et de l'habitation,
- Est souscripteur d'une assurance permettant de couvrir des conséquences d'un engagement de sa responsabilité en raison de ses interventions, selon les modalités de l'article R271-2 du code de la construction et de l'habitation,
- N'a aucun lien de nature à compromettre l'indépendance et l'impartialité de l'auteur (ou des auteurs) des rapports qui seront rédigés que ce soit avec le propriétaire, son mandataire, ou toute autre entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements.

Etabli à BAGNEUX, le 02 janvier 2020

Pour servir et valoir ce que de droit

Sophie DOMINJON
Présidente

DEKRA Industrial SAS
Société par Actions Simplifiée
SIREN 433 250 834 RCS Limoges - capital social de 10 060 000 €
Siège social LIMOGES (87000) - 19 rue Stuart Mill – PA Limoges Sud Orange
APE 7120B TVA F 44 433 250 834